Retour sur une institution du champ historique helvetique : la Revue Suisse d'Histoire (1950-2000)

Autor(en): **Vallotton, François**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **13 (2006)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-29556

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

RETOUR SUR UNE INSTITUTION DU CHAMP HISTORIQUE HELVETIQUE

LA REVUE SUISSE D'HISTOIRE (1950–2000)[1]

FRANÇOIS VALLOTTON

Dans son dernier numéro de l'année 2000, la *Revue suisse d'histoire* a souhaité marquer son cinquantenaire en proposant un dossier thématique sur les revues historiques en Suisse mais aussi en France. Une grande absence saute aux yeux à la lecture de ce collectif: celle de la jubilaire elle-même. En effet, si l'on souligne les particularités de différentes revues à caractère régional ou national, celles de la «doyenne» de l'historiographie nationale ne sont présentées que de manière expéditive dans un éditorial signé par les deux rédacteurs de l'époque. Point n'est besoin de recourir à la psychanalyse pour expliquer ce qui peut paraître comme un acte manqué; des raisons pratiques – l'absence d'études à ce jour et la difficulté à mandater une enquête exploratoire dans un laps de temps réduit – en sont sans doute à l'origine. Toutefois, au-delà de cet exemple précis, on peut s'interroger sur cette carence globale d'analyses concernant un support qui reste essentiel pour caractériser certains traits de l'historiographie nationale.

C'est dans le cadre d'un projet du Fonds National de la Recherche Scientifique[2] que l'idée m'est venue pourtant de franchir le pas et de proposer ce premier éclairage sur l'histoire récente de la *Revue suisse d'histoire* (désormais *RSH).* Cette recherche m'a en effet amené à travailler de manière plus spécifique sur la production historique de la deuxième partie du 20e siècle en articulant une étude de contenu de certaines revues, une description de l'évolution de l'enseignement de l'histoire au sein des différentes universités suisses et l'analyse de la perception de la discipline au sein de l'espace public. Replacée dans une telle perspective, l'approche monographique me semble à même de proposer un regard nouveau sur le champ historique helvétique et sur le rôle joué par l'une de ses revues principales dans certaines de ses orientations.

L'ANALYSE QUANTITATIVE DE LA REVUE SUISSE D'HISTOIRE

Rappelons que la Société Générale Suisse d'Histoire (désormais: SGSH), fondée en 1841, fait paraître, dès sa création, de nombreux périodiques plus ou moins éphémères:[3] la *Revue d'histoire suisse* est créée pour sa part en 1921 et devient en 1951 la *Revue suisse d'histoire*.[4] Si l'on aura l'occasion de revenir sur le sens de ce changement de dénomination, on soulignera d'ores et déjà l'absence de tout texte programmatique, qui s'avère une constante au cours des 50 ans privilégiés dans cet article. En effet, à aucun moment les principaux instigateurs de la revue n'ont éprouvé le besoin de préciser d'une manière ou d'une autre leur projet éditorial. Les caractéristiques du titre sont donc à trouver sur le recto de la page de couverture. Publiée par la SGSH, trimestrielle, elle est dirigée par deux rédacteurs, l'un germanophone et l'autre francophone. A l'instar de l'*American Historical Review,* la *RSH* se trouve être l'organe de la principale association des historiens sur le plan national: une position qui lui assure une diffusion importante en terme d'abonnés tout en l'obligeant à garder un équilibre entre une orientation assez généraliste, propre à satisfaire un large public d'enseignants, et des recherches plus spécialisées.

En dépit de la consultation des archives de la SGSH, déposées pour une grande part d'entre elles aux Archives fédérales, il reste assez difficile de reconstituer le fonctionnement interne de la revue. Les archives sont constituées par des fonds de nature très hétérogène suivant les périodes et la revue n'y est mentionnée qu'épisodiquement. De manière générale, il semble que les rédacteurs aient disposé d'une importante marge de manœuvre quant à la définition des options stratégiques et éditoriales, même si un dialogue, formel ou informel, existe toujours avec les représentants du Conseil de la Société.[5]

L'enquête dont on va présenter les résultats veut mêler une étude de bibliographie quantitative à une analyse de contenu. Pour la mener à bien, certains choix ont été nécessaires. Mon attention s'est ainsi portée sur les contributions réunies sous les rubriques «Articles», «Mélanges», ainsi que les «Bulletins critiques», soit des recensions concernant plusieurs ouvrages. En revanche, les «Comptes rendus et notes bibliographiques» – dont l'analyse serait sans doute précieuse[6] – n'ont pu être intégrés dans l'analyse quantitative; on y fera toutefois référence de manière ponctuelle dans la deuxième partie de l'exposé. Ma recherche repose donc sur l'analyse de 1105 articles publiés entre 1950 et 2000. L'élaboration de la grille d'analyse s'inspire de différents travaux à caractère similaire conduits en France ou en Allemagne.[7] Comme la plupart de leurs auteurs, j'ai privilégié trois questionnements principaux: la répartition chronologique, la répartition géographique et la répartition thématique des articles concernés. L'identité sexuelle du contributeur ainsi que la langue d'expression ont aussi été précisées.

Tab. 1: *Périodisation des articles de la RSH en fonction des changements au sein de la rédaction francophone et germanophone*

Périodisation	Rédacteurs francophones/germanophones	Nombre d'articles
1951–1963	Biaudet (1949–1963) / Schib (1948–1953); Schmid (1954–1961); Kläui (1962–)	267
1964–1978	Bergier (1964–1978) / Kläui (1962–1964); Staehelin (1964–1972); Schneider (1972–)	306
1979–1992	Prongué (1979–1982); Python (1984–) / Schneider (1972–1992)	306
1993–2000	Python (1984–1994); Müller (1994–) / Kreis (1992–)	213

Afin de mettre en évidence l'évolution diachronique des phénomènes observés, j'ai divisé les 50 années que couvre cette enquête en quatre tranches chronologiques. Celles-ci sont rythmées suivant les changements survenus à la tête de la revue. Un problème se pose toutefois en raison de la présence concomitante de deux directeurs dont la durée d'activité est toujours variable. J'ai donc été contraint d'adopter une périodisation dégageant des périodes plus ou moins homogènes, et liée aux transformations des rédactions tantôt francophone et tantôt germanophone (voir tableau 1).

Sur cette base, le premier critère privilégié a trait à la répartition temporelle des articles. Ceux-ci sont répartis par grande phase chronologique, plusieurs réponses étant ici possibles (voir tableau 2).

De manière globale, il est possible de dégager quelques évolutions claires sur l'ensemble de la période considérée. Veillant dans le direct après-guerre à un relatif équilibre entre les différentes temporalités, la *RSH* devient clairement une revue d'histoire contemporaine dès le milieu des années 1960. Plus précisément, on soulignera trois phénomènes majeurs: la disparition totale de l'histoire ancienne depuis 1992 et la très nette perte d'importance de l'histoire médiévale; le déclin de l'époque moderne mais dans une proportion moindre que l'époque médiévale; enfin la croissance de l'époque contemporaine avec, dès les années 1980, l'épanouissement de l'histoire du 20e siècle.

Un deuxième tableau s'intéresse pour sa part à l'aire spatiale couverte par les articles en question. On différencie ici les analyses d'ordre local (concernant une ville ou un village), cantonal, régional, national, bilatéral (qui s'intéressent aux

Tab. 2: *Répartition temporelle des articles de la RSH (1951–2000)*

Phase chrono-logique	Articles			
	1951–1963	1964–1978	1979–1992	1993–2000
Histoire ancienne	11	6	8	0
Haut Moyen Age	49	38	20	6
Bas Moyen Age	42	41	47	18
16e siècle	24	32	19	14
17e siècle	23	21	27	14
18e siècle	28	31	38	25
1798–1848	37	51	51	24
1849–1914	31	63	62	47
1914–2000	10	41	89	84
Survol	28	24	23	21
Indéterminé	37	34	29	35
Total des articles	267	306	307	225

Tab. 3: *Aire géographique couverte par les articles de la RSH (1951–2000)*

Aire géo-graphique	Articles							
	1951–1963		1964–1978		1979–1992		1993–2000	
	(n)	(%)	(n)	(%)	(n)	(%)	(n)	(%)
Local	46	17,2	28	9,1	48	15,6	17	7,5
Cantonal	18	6,7	18	5,8	11	3,5	23	10,2
Régional	24	8,9	21	6,8	20	6,5	15	6,6
National	33	12,3	58	18,9	82	26,7	101	44,8
Bilatéral	51	19,1	58	18,9	52	16,9	22	9,7
Total Suisse	172	64,4	183	59,8	213	69,3	178	79,1
International	54	20,2	108	35,2	79	25,7	37	16,4
Indéterminé	41	15,3	15	4,9	15	4,8	9	4
Total	267		306		307		225	

relations entre la Suisse et un pays tiers) ou international. Une seule réponse est ici possible (voir tableau 3).

Sur le plan suisse, les problématiques à caractère régional restent stables durant ces 50 dernières années. En revanche, on assiste à une augmentation régulière des problématiques nationales et à une diminution, irrégulière mais tendancielle,

de l'histoire locale. Si l'on se reporte au ratio entre analyses concernant prioritairement la Suisse et celles portant sur un cadre international, on peut constater un renforcement des approches nationales au cours du temps et un net déclin des approches bilatérales et internationales. Le nombre d'historiens étrangers qui collaborent à la *RSH* reste par ailleurs dérisoire. Des ponts sont toutefois bâtis au début des années 1970 par Jean-François Bergier qui est à l'origine des articles de Pierre Léon, Robert Mandrou, Emmanuel Le Roy Ladurie, Frédéric Mauro ou encore du médiéviste islamisant Eliyahu Ashtor: une percée qui explique la part plus importante d'articles d'ordre «international» durant la période 1964-1978.
Un dernier champ d'analyse, plus représentatif sans doute, concerne une répartition des articles selon les différents secteurs de la recherche historique. Précisons que les résultats du tableau ci-dessous ont été affinés par le recours à une trentaine de sous-champs, dont je fais l'économie ici pour une question de place, mais qui me permettront quelques remarques comparatives avec les tendances esquissées pour les revues internationales susmentionnées (voir tableau 4).
En prenant les catégories dans l'ordre, on constate – comme pour toutes les grandes revues qui ont été étudiées sous cet angle – une diminution régulière des approches concernant l'histoire politique. Cependant, le poids de l'histoire des relations internationales, de la politique intérieure et de l'histoire des idées politiques contraste avec le fort déclin de l'histoire militaire et des approches biographiques.
L'histoire économique de son côté connaît un essor régulier. Incarnée durant la première période par des figures comme Walter Bodmer, Hektor Ammann ou encore Albert Hauser, cette spécialisation va porter la marque romande, durant la période 1964–1992 surtout: 70 pour cent des articles dans ce domaine sont alors le fait de plumes francophones. Ce phénomène est à relier ici à l'arrivée de Jean-François Bergier à la rédaction et à la présence dans son sillage de nombreux représentants de la Faculté de Sciences Economiques et Sociales de l'Université de Genève. Sur le plan thématique, l'histoire du commerce et l'histoire financière dominent quantitativement. Mais la première tend à perdre du terrain au profit de la seconde, dynamisée notamment par les recherches récentes sur les fonds en déshérence et le rôle de la place financière suisse au cours du second conflit mondial. On peut constater par ailleurs que, sur l'ensemble de la période, l'histoire agraire est plus fortement représentée que l'histoire industrielle, même si un renversement s'amorce au cours de la dernière période.
En ce qui concerne l'histoire sociale, son évolution est là aussi assez voisine de ce que l'on peut constater en France et en Allemagne, soit un essor important de cette approche durant les années 1960 et 1970 et un tassement au cours de la dernière décennie. Elle est plus particulièrement représentée par l'étude des structures sociales (histoire des élites, des professions et des mouvements so-

Tab. 4: *Répartition des articles par grands secteurs de recherche (1951–2000)*

Secteur de recherche	Articles							
	1951–1963		1964–1978		1979–1992		1993–2000	
	(n)	(%)	(n)	(%)	(n)	(%)	(n)	(%)
Histoire politique	100	37,4	102	33,3	79	25,7	49	21,7
Histoire économique	20	7,4	27	8,8	42	13,6	33	14,6
Histoire sociale	15	5,6	37	12	52	16,9	27	12,0
Histoire culturelle	52	19,4	50	16,3	33	10,7	15	6,6
Historiographie	11	4,1	17	5,5	39	12,7	42	18,6
Méthod., sc. auxiliaires	29	10,4	29	9,4	20	6,5	30	13,3
Autres*1	3	1,4	20	6,5	25	8,1	21	9,3
Indéterminé	37	13,8	24	7,8	17	5,5	8	3,5
Total	267		306		307		225	

*1 Rubrique qui concerne la présentation de certains instituts de recherche, la chronique des congrès et surtout les rapports concernant Helvetia Sacra et la Pius Stiftung.

ciaux), ainsi que par l'histoire démographique et migratoire. Toutefois, un léger reflux est observable pour ces deux secteurs au cours des années 1990. Celui-ci est en grande partie compensé par le développement de l'histoire des genres dont il faut souligner l'émergence tardive au sein de la revue: aucun article ne problématise la question du genre avant 1984, date de parution d'un important dossier thématique consacré à l'histoire des femmes.[8] Précisons à ce sujet que le pourcentage des femmes auteures au sein de la revue reste faible: de 5,9 pour cent au cours de la première période, on passe à 10,7 pour cent de 1964–1978, 17,2 pour cent de 1979 à 1992 et (seulement) 20,4 pour cent pour la dernière tranche chronologique; par ailleurs, aucune femme n'accède à la rédaction au cours des 50 années considérées. Parmi les thématiques «délaissées», on signalera le déclin de l'histoire du mouvement ouvrier: après la période des années 1960 et 1970 où tant Erich Gruner que Marc Vuilleumier ont défendu avec opiniâtreté cette approche, les années 1980 et surtout les années 1990 constituent à cet égard un véritable désert.[9]

Deux particularités de la *RSH* résident dans l'importance des articles historiographiques et sur la relative indigence quantitative des approches d'histoire culturelle. La première s'explique d'une part par la publication en 1991 d'une série d'articles consacrés à un bilan des travaux sur certains secteurs de la recherche historique suisse, d'autre part par l'instauration, régulière dès 1993, de dossiers thématiques sur ces sujets. L'étiolement de l'histoire culturelle, quant à

lui, est plus difficile à analyser. Ce domzine recouvre ici pour l'essentiel l'histoire des échanges culturels, l'histoire religieuse, et, dans une moindre mesure, l'histoire de l'éducation. Plus globalement, l'histoire de la vie quotidienne et des mentalités ne connaît qu'un décollage timide à partir de la fin des années 1970 et l'histoire des médias – en dépit de plusieurs articles de Remy Pithon sur le cinéma – semble avoir été négligée par les historiens au profit des spécialistes des «Medienwissenschaften», une discipline en plein essor depuis le début des années 1990.

LA REVUE SUISSE D'HISTOIRE AU SEIN DU CHAMP HISTORIQUE HELVETIQUE

Si l'analyse de contenu permet de dégager un certain nombre de grandes tendances, il m'a semblé nécessaire de mobiliser d'autres sources afin de replacer l'évolution de la revue dans un contexte historiographique plus large. Pour ce faire, le recours aux archives de la Société suisse d'histoire me permettra de préciser dans quelle mesure les caractéristiques propres à chaque période sont le reflet de la politique de la société faîtière ou, bien davantage, le fait des seuls rédacteurs. Dans un deuxième temps, et au vu de certains débats au sein de la SGSH, on s'interrogera sur la place de la revue au sein du champ historique helvétique. Je m'appuierai ainsi sur la périodisation qui a guidé la première partie de mon exposé afin de mieux juger de sa représentativité par rapport au développement de l'historiographie nationale.

1951–1963: GUERRE DE TRANCHEES ET CRISE D'IDENTITE

Dans le direct après-guerre, le Conseil de la SGSH est parasité par la présence encombrante en son sein d'Hektor Ammann – rédacteur de la *Revue d'histoire suisse* de 1932 à 1946 –, germanophile notoire, signataire de la pétition des Deux Cents et qui sera, pour cette raison, révoqué de sa charge de responsable des Archives d'Etat du canton d'Argovie en 1946.[10] D'autre part, la Société est le théâtre de plusieurs polémiques internes qui porteront un rude coup à sa crédibilité sur le plan suisse.

La crise éclate lors d'une assemblée générale à Zurich le 8 septembre 1951.[11] A cette occasion, le président de la Société, Paul Roth, omet soigneusement de développer certains passages de son rapport annuel qui figurent pourtant dans une version écrite, déjà envoyée à l'Académie suisse des sciences humaines: Hans von Greyerz, ayant eu l'occasion de prendre connaissance de ce texte, prend alors la parole pour dénoncer ce qu'il considère comme une mystification. Roth s'est gardé en effet d'évoquer publiquement quelques remarques assassines sur

la qualité des contributions suisses au dernier Congrès international des sciences historiques de Paris (la délégation comprenait notamment Max Silberschmidt, Werner Näf et Hans Bessler). Par ailleurs, le Président est resté très elliptique oralement sur son rôle trouble joué lors de l'affaire Josef Déer. Rappelons que la nomination de ce médiéviste d'origine hongroise à l'Université de Berne avait donné lieu, dans les colonnes de la *RSH,* à une prise de position du Conseil de la Société s'étonnant de ce choix et de l'éviction de candidatures suisses de qualité. Roth, abusant de son pouvoir en l'occurrence,[12] ne se contentera pas de signer un texte qui laisse planer des doutes sur l'intégrité de la commission de nomination mais refusera tout dialogue avec cette dernière.

D'autres orateurs s'engouffreront à leur tour dans la brèche. Ainsi, Jean-Rodolphe von Salis s'en prend vertement à la rédaction de la revue qui est devenue à ses yeux le théâtre de règlements de compte indignes d'une revue scientifique. Il met en cause notamment la politique de compte rendus, qui s'apparente davantage au jeu de massacres qu'à une discussion critique argumentée, et le décalage croissant entre les professeurs d'Université et les autres chercheurs. Enfin, le jeune Erich Gruner – à l'époque professeur de gymnase à Bâle – reproche au comité d'avoir décidé, sans en référer au plenum, du changement de nom de la revue.

Au-delà de son aspect quelque peu anecdotique, cet épisode est emblématique des tensions qui traversent le landernau historique helvétique durant cette période. Celles-ci sont d'ordre d'abord stratégique. En effet, depuis la création en 1943 par Werner Näf des *Etudes suisses d'histoire générale* (en allemand: *Schweizer Beiträge zur Allgemeinen Geschichte),* on assiste à une véritable compétition pour la légitimité symbolique: paraissant dans un premier temps sous l'égide de la SGSH, la revue de Näf se verra privée du soutien financier de l'association faîtière dès 1947, entraînant du même coup la démission du professeur bernois. Grâce au prestige de ce dernier, la revue dissidente ne tarde pas à drainer les principaux représentants du monde académique helvétique, plusieurs d'entre eux (Muralt, Déer, Stelling-Michaud) étant l'objet de comptes rendus destructeurs au sein de la *Revue d'histoire suisse*. En ce sens, le nouveau titre – *Revue suisse d'histoire* désormais, au lieu de *Revue d'histoire suisse* – est bien à interpréter comme une réponse à l'initiative de Näf visant à contester aux *Etudes suisses d'histoire générale* son caractère distinctif de périodique non exclusivement helvétique.

Mais cette petite guerre interne marque plus fondamentalement des oppositions d'ordre épistémologique et idéologique. Epistémologique dans la mesure où les *Etudes suisses d'histoire générale* témoignent d'une ouverture plus grande, tant sur le plan international que méthodologique, que sa «rivale». Idéologique ensuite, dans la mesure où la SGSH du direct après-guerre semble encore avant tout au service de la Défense spirituelle: outre la présence d'Ammann au sein

du comité jusqu'en 1951, on peut en voir l'illustration dans le développement de l'affaire Déer, qui peine à masquer ses relents xénophobes.
La situation, loin de s'apaiser, va encore s'envenimer suite à l'affaire Marcel Beck qui intervient durant l'été 1952. Ce dernier, nommé professeur d'histoire médiévale à Zurich en 1947 et grand pourfendeur de l'histoire mythique des origines de la Confédération, profite d'un discours du Premier août pour critiquer les déficits démocratiques de la société helvétique tout en prônant l'abandon de la neutralité sur le plan extérieur. Ce dernier passage ayant alerté, via la rédaction de la *Neue Zürcher Zeitung,*[13] le Département de l'instruction publique, il sera toutefois abandonné par l'orateur suite aux pressions de son supérieur hiérarchique… L'Affaire ne s'arrêtera pourtant pas là. Peu de temps après, le rédacteur de la *RSH,* Karl Schib, livre au rédacteur du *Volksrecht* certaines informations présentant Beck comme un frontiste notoire. Une accusation diffamatoire qui vaudra un procès, et une condamnation, à son auteur. Par ailleurs, le président de la SGSH, Paul Roth, met encore de l'huile sur le feu en disqualifiant, dans un article de la *Neue Zürcher Zeitung,* le rôle joué par Beck au sein de la Société.[14]
Ce climat délétère perdure jusqu'au début des années 1960, contribuant à éloigner encore plus certains auteurs de la revue. Outre les conflits personnels, plusieurs procès-verbaux soulignent la perte d'identité à laquelle sont confrontés aussi bien la Société que son organe. Suite à l'instauration du Fonds National de la Recherche Scientifique suisse (FNRS) en 1952, l'association faîtière a perdu l'une de ses vocations premières, à savoir l'encouragement, et partant le financement, de travaux de recherches: désormais, les chercheurs traitent directement et prioritairement avec le FNRS. Révélateur de la situation de marasme qui caractérise ces années, un mémorandum de 1960 signé par Denis van Berchem – alors professeur d'histoire ancienne à Bâle –, débute par le constat suivant: «Celui-ci rappelle d'abord qu'il est entré au Conseil après la crise qui aboutit à la révision des statuts avec la volonté de collaborer activement à la conduite de la société. Mais, devant la désaffection d'un certain nombre d'historiens marquants et de sociétés régionales, il a conçu des doutes sur la validité de l'épithète ‹générale› du titre de la Société».[15] Dans la foulée, Jean-Charles Biaudet s'interrogera même à haute voix sur la question du maintien de la revue.

1964–1978: NOUVEAUX HORIZONS, NOUVELLES CONCURRENCES

Les années 1964–1965 introduisent une double innovation au sein de la revue dans la mesure où, dans un laps de temps de 18 mois, Jean-François Bergier, professeur d'histoire économique à l'Université de Genève, puis Andreas Staehelin, archiviste-adjoint aux Archives de Bâle, reprennent la rédaction de la revue. Premier changement de poids, instauré sur la demande de Bergier: le rédacteur francophone sera désormais placé sur pied d'égalité avec son homologue aléma-

nique quant à son statut (auparavant, le rédacteur alémanique était Chefredaktor) et son salaire revalorisé. Conséquence de cette «promotion», le poids des textes en français va fortement augmenter au cours de cette période, passant de 29 pour cent entre 1951 à 1963 à 45 pour cent pour les années postérieures.

Comme on l'a déjà vu, cette période coïncide avec une plus grande ouverture internationale et un renouvellement des approches et des méthodes. Ce désenclavement, tant géographique que thématique, correspond à de nouvelles impulsions au sein de la société elle-même: celle-ci souhaite désormais porter un accent particulier sur son rôle de vulgarisation, ainsi que sur l'instauration d'un dialogue entre chercheurs. Une collection de monographies d'histoire suisse, peu coûteuse et populaire, est mise en chantier au début des années 1960. Par ailleurs, on instaure des colloques scientifiques réguliers afin de favoriser les échanges de vues entre spécialistes, professeurs comme étudiants: le premier du genre sera organisé à Saint-Gall en 1961 sur Isidore de Castille. Quelques mois plus tard, Jacques Freymond organise une journée sur le thème «Questions d'histoire sociale» avec des interventions de Marc Vuilleumier, Miklos Molnar et Yves Collart. Suivront des journées sur la Paix d'Aarau, sur la sorcellerie aux 16e et 17e siècles (avec la présence de Robert Mandrou), sur Aegidius Tschudi, sur la Médiation, ainsi qu'une journée d'études sur mai–juin 1940.

L'organisation de cette dernière journée témoigne toutefois des hésitations et réticences à aborder des problématiques contemporaines et susceptibles de nourrir la polémique. Alors qu'on envisage dans un premier temps un colloque ambitieux, plusieurs voix – parmi lesquelles celle de l'archiviste fédéral Leonhard Haas n'est pas la plus ténue[16] – s'expriment pour juger l'entreprise prématurée et risquant de court-circuiter le rapport Bonjour. La journée se résumera finalement aux interventions d'Hermann Boeschenstein et de l'historien et chef du service de presse de l'armée Hans Rudolf Kurz. Cette timidité se retrouve au sein de la revue. A l'exception de Boeschenstein qui mentionne – en marge d'un compte rendu de l'ouvrage célèbre d'Alice Meyer *Anpassung und Widerstand* – les thèses défendues par Kimche dans *Spying for Peace,* on y cherchera en vain quelque allusion à la publication des actes diplomatiques allemands remettant en question la neutralité de la Suisse au cours du second conflit mondial.[17] De même, en dépit des nombreuses critiques portées dans le cadre privé de la Société au rapport Bonjour, ce dernier ne donnera pas lieu à une analyse dans la revue. Une discrétion à relier autant sans doute au désir de ne pas prendre position dans une question d'actualité qu'à la volonté de ne pas contester publiquement les options méthodologiques de son rédacteur[18] et celles, d'ordre stratégique, du Conseil fédéral. Cette prédominance de rapports policés entre collègues d'une part, l'incapacité à rompre les liens endémiques tissés avec le pouvoir politique d'autre part, expliquent pour une large part que les principales démarches historiques

novatrices de cette période soient le fait d'«outsiders» au champ institutionnel ou académique: Alfred Häsler, *Das Boot ist voll* (1967), Jean-Baptiste Mauroux, *Du bonheur d'être Suisse sous Hitler* (1968), Lorenz Stucki, *Das heimliche Imperium: wie die Schweiz reich wurde* (1968) ou encore Werner Rings, *Schweiz im Krieg* (1974).

Dans un autre ordre d'idées, la Société comme la revue n'ont pas réussi pour autant à fédérer autour d'elles l'ensemble de la communauté historienne. La première aura ainsi à faire face à plusieurs entreprises dissidentes qui, sans la viser directement et ouvertement, soulignent en creux les carences de l'association faîtière. En 1964, Erich Gruner crée ainsi son «Zirkel» qui veut contribuer à la mise en réseau des historiens et historiennes helvétiques par l'organisation d'une rencontre annuelle. En Suisse romande, un groupe de jeunes historiens décide de créer, dans le sillage de l'Association européenne d'histoire contemporaine créée en novembre 1968, une section suisse. Même si ses promoteurs – Daniel Bourgeois, Philippe Marguerat et Pierre de Senarclens – dénient avec fermeté toute volonté de dissidence, leurs objectifs, centrés sur une plus grande participation aux recherches internationales dans ce domaine, signalent un maillon faible de la SGSH. Enfin, en 1975, on assiste sur le plan suisse à la création de la Société suisse d'histoire économique et sociale dont le premier président est… Jean-François Bergier. On y retrouvera plusieurs universitaires de poids, absents de la *RSH* de l'époque: Paul Bairoch, Rudolf Braun, Hansjörg Siegenthaler ou Markus Mattmüller entre autres. Cette nouvelle société, beaucoup plus en prise sur le débat historiographique contemporain que son aînée, veut introduire également de nouveaux modes de fonctionnement – aux antipodes de la sociabilité de «notables» qui préside encore aux débats de la SGSH – tout en affirmant un programme scientifique et patrimonial ambitieux.[19] Au vu du succès rencontré par la Société d'histoire économique et sociale, surtout auprès de la jeune génération, la *Revue suisse d'histoire* se devra dès lors de sortir de sa relative léthargie.

1979–1992: LA LENTE RECONQUETE D'UNE LEGITIMITE

Contestées sur plusieurs fronts, société et revue vont entreprendre un important travail de redéfinition de leurs objectifs respectifs. Du côté de la Société, les années 1980 sont marquées par plusieurs innovations. Avec la mise en chantier des *Documents diplomatiques suisses,*[20] on souhaite intensifier les relations avec les différents instituts universitaires dans toute la Suisse; dans cette même volonté d'accroître la coordination entre tous les chercheurs, un bulletin d'information est envoyé à tous les membres dès 1977. En parallèle, on décide d'intensifier la vocation éditrice de la Société. Suite au déclin de la série des monographies d'histoire suisse, les efforts du Conseil vont se tourner dans deux directions: d'une part, la constitution d'une nouvelle série, intitulée *Itinera,*

qui accueillera certains dossiers thématiques ainsi que les actes de congrès ou colloques; d'autre part, la préparation d'un nouveau manuel scolaire, le futur *Das Werden der modernen Schweiz,* publié sous l'égide de l'Association suisse des maîtres d'histoire.

Mais c'est surtout une actualité judiciaire qui va donner l'occasion à la Société de sortir de sa réserve coutumière. En 1979, un livre du journaliste Jürg Frischknecht consacré aux réseaux d'extrême-droite en Suisse – *Die unheimlichen Patrioten* – vaut à celui-ci une plainte pour diffamation d'un certain Robert Eibel, présenté dans l'ouvrage incriminé comme un frontiste notoire, mêlé qui plus est à des scandales financiers au début des années 1970. Lors du procès qui s'ensuit, le tribunal de district de Zurich condamne Frischknecht tout en exigeant le «caviardage» de passages importants. Plus grave, les considérants du jugement indiquent que la réputation d'une personne ne saurait être «salie» sans raison valable, indépendamment de la véracité des affirmations sur la personne concernée.[21] Une entrave rédhibitoire à toute recherche historique qui sera dénoncée, par un communiqué repris dans différents journaux, par la SGSH en décembre 1984. Au soulagement de la communauté historienne en Suisse, ce verdict sera cassé une année plus tard par le Tribunal fédéral.[22]

Cet épisode reflète une évolution – certes encore bien timide – de la Société qui va dans le sens d'une affirmation de son rôle tant scientifique que politique et social. Elle se traduit aussi au sein de la revue. La principale innovation réside dans l'instauration, à intervalles réguliers, de numéros thématiques. Le premier du genre consacré aux Alpes (1979) est encore dirigé par Jean-François Bergier; suivront au cours des années suivantes le numéro spécial consacré à l'histoire des femmes (1984), le dossier sur le refuge huguenot (1986) et surtout les différents articles historiographiques de 1991, repris en volume sous le titre *L'histoire en Suisse*. On peut observer aussi l'émergence assez spectaculaire de problématiques contemporaines, concernant par exemple la politique de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. En 1989, Erwin Bucher publie un article – «Die Schweiz im Sommer 1940. Urteilsmassstäbe – Der Fall Pilet» – dont une partie avait été censurée par la *Neue Zürcher Zeitung* car elle remettait en question l'image du second conflit mondial véhiculée, entre autres, par le rapport Bonjour. Dans d'autres registres, on lui ajoutera les contributions de Ladislas Mysyrowicz sur Rothmund et le problème juif, de Daniel Bourgeois sur les relations économiques germano-suisses, de Paul Stauffer sur Rudolf Hess et la Suisse ou de Jean-Claude Favez sur la politique d'asile en 1945. Enfin, l'analyse des signatures de la revue au cours de cette période fait apparaître un net rajeunissement des cadres, plusieurs jeunes historiens (les historiennes sont toujours aussi rares) se voyant ouvrir la rubrique «compte rendus», mais aussi celle des «articles généraux».

L'absence de coordination entre les rédactions germanophone et francophone, les récriminations concernant le peu de place accordée à l'histoire sociale et économique contribuent à maintenir toutefois certaines figures majeures du champ historique de l'époque – on pense ici à Markus Mattmüller, Hans-Jörg Siegenthaler ou Hans Ulrich Jost – à l'écart de la revue. Une désaffection significative qui témoigne du décalage persistant de la revue par rapport aux courants historiographiques internationaux contemporains. Quant à Rudolf Braun et à ses nombreux élèves, ils sont victimes d'un ostracisme manifeste qui témoigne d'une sourde méfiance d'une partie de la rédaction et du Conseil de la société envers une histoire sociale considérée comme trop idéologique. Certaines absences étant parfois plus révélatrices que les discours, on soulignera encore que la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses* (1982) ne bénéficie d'aucun compte rendu dans la *RSH* avant 1988… date de sa réédition en un seul volume. L'auteur de cette recension, Pierre Wenger, évoque les quelques transformations survenues par rapport à la première édition, avant de concentrer sa critique sur le dernier chapitre de Peter Gilg et Peter Halblützel qu'il caractérise comme d'une veine plus politique (et polémique) que scientifique. Le chapitre de Hans Ulrich Jost n'est pour sa part même pas mentionné. Ainsi l'ouvrage le plus important de l'historiographie suisse des années 1980, et surtout l'article qui a généré une polémique passionnée à tous les échelons de la société helvétique de l'époque, n'auront suscité aucune attention, pas le moindre débat au sein de la revue![23]

1993–2000: LE TEMPS DES REFORMES

Cette dernière décennie est marquée par une profonde réorganisation statutaire et par l'arrivée de deux spécialistes de l'histoire du 20e siècle à la tête de la revue: Georg Kreis puis Bertrand Müller. Sur le plan interne, la Société poursuit, tout en l'accentuant, le travail de rénovation entamé au cours des années 1980. Ce processus de réflexion débouchera entre autres sur la présentation en avril 2001 de nouveaux statuts ainsi qu'au changement de nom de l'association faîtière qui devient «Société suisse d'histoire».[24] Rupture essentielle surtout à observer, cette réorganisation va amener un renouvellement complet du Conseil de la Société et l'intégration d'une génération plus jeune qui avait jusqu'alors tourné délibérément le dos à une société considérée comme atrophiée et poussiéreuse. Quant à la revue, outre sa refonte formelle, elle pose en tête du premier numéro de 1993 quelques innovations importantes: l'instauration, de manière désormais régulière, de numéros thématiques, une attention plus grande aux travaux des jeunes étudiantes et étudiants, enfin l'orientation toujours plus forte sur l'histoire contemporaine (près de 70 pour cent des titres), et sur l'histoire du 20e siècle plus spécifiquement.

Si elle s'inscrit dans une certaine continuité, cette évolution est également à interpréter comme une réponse à la forte expansion des effectifs des étudiants en histoire dans les différentes universités suisses ainsi qu'à la multiplication de revues concurrentes, dans le champ général des sciences humaines *(Equinoxe,* 1989), ou plus précisément en histoire *(Les Annuelles,* 1983; les *Cahiers de l'AEHMO,* 1984; *traverse* en 1993). Chassant sur les terres de la *RSH* dans la mesure où elle se veut à la fois généraliste et nationale (pour une large part), *traverse* cherche à affirmer sa spécificité sur plusieurs points: paraissant au rythme de trois numéros par an, elle souhaite privilégier des dossiers thématiques, plaide pour une approche interdisciplinaire intégrant de la manière la plus large possible les apports des sciences humaines voisines, enfin met en avant une politique éditoriale définie collectivement par un comité de rédaction d'une quinzaine de membres. La composition de ce dernier est quant à elle caractérisée par la présence de chercheurs qui ne s'inscrivent pas dans l'officialité académique, aucun des membres fondateurs n'occupant de chaire universitaire au moment du lancement de la revue. Précisons encore que le titre est publié par la maison Chronos, maison d'édition zurichoise, spécialisée dans le domaine historique, qui a joué un rôle non négligeable dans le renouvellement de la discipline en cours depuis les années 1980.

De même que la *RSH* sert en quelque sorte de repoussoir à la jeune *traverse,* le lancement de cette dernière va accélérer une certaine remise en question[25] et coïncider avec certaines mutations au sein de sa doyenne. Alors qu'on annonçait en 1993 des numéros thématiques réguliers, un cahier sur deux environ est désormais orienté sur une problématique spécifique depuis 1997. On crée par ailleurs en 1994 une rubrique «Débats» qui nourrira des controverses méthodologiques tout en réintroduisant une certaine polémique au sein des colonnes de la revue.[26] De manière plus globale, la présence de cette nouvelle concurrence aura surtout permis à la *RSH* de se recentrer sur certains points forts: l'accent mis sur l'histoire récente, la possibilité d'accueillir davantage d'«articles libres» que ses consœurs et, plus récemment, une prise en compte assez harmonieuse de ses différents publics par l'élaboration de débats ou numéros thématiques sur la problématique des sources audio-visuelles, du musée historique, ou, depuis 2000, sur l'enseignement de l'histoire ou la question des archives.

Au terme de cette analyse, c'est finalement l'image d'une revue aux contours assez flous qui domine. En concurrence avec les très nombreuses et puissantes revues cantonales, la *RSH* va s'orienter progressivement vers des thématiques nationales, dans une moindre mesure internationales depuis son changement de titre. Dans le même temps, elle reste longtemps connotée comme organe d'une société de «notables» qui peinera à intégrer les transformations du champ universitaire et scientifique amenées depuis les années 1970 par l'explosion des

enseignements et des effectifs d'une part, l'élargissement thématique de l'autre. Sans ligne éditoriale précise, laissant une bride très lâche aux différents rédacteurs qui se sont succédés à sa tête, la revue offre un paysage éclaté et hétérogène. En dépit de la recrudescence de numéros thématiques, les sommaires se présentent – aujourd'hui encore – comme une juxtaposition d'articles au caractère disparate, qui ne saurait offrir à la lectrice ou au lecteur un panorama un tant soit peu représentatif des objets et des méthodes pratiqués dans le champ historique suisse. Une carence renforcée par l'absence de rubriques présentant les travaux et recherches en cours et une rubrique «compte rendus» qui reste souvent muette sur des ouvrages pourtant majeurs pour la production helvétique.

Concernant l'évolution sur le long terme, on constate depuis les années 1950 une prise en compte toujours plus importante des problématiques contemporaines et des analyses plus globales. La diminution assez forte des travaux internationaux ou bilatéraux conduit toutefois à un relatif enfermement et à une absence de visibilité sur la scène historique européenne. Par ailleurs, on constate un constant et important décalage de la *RSH* par rapport aux courants historiographiques contemporains: ainsi la *Sozialgeschichte* allemande est fort peu représentée au sein de la revue des années 1970 et 1980, de même que l'histoire des mentalités issue des Annales; aujourd'hui, le déficit marqué de l'histoire culturelle témoigne des difficultés toujours actuelles à être en prise avec les débats méthodologiques et épistémologiques actuels. Ce décalage est sans doute explicable par des raisons structurelles propres à la nature du champ historiographique national: les véritables lieux de consécration symboliques pour les historiennes et historiens suisses restent les grandes revues des pays voisins, les représentants les plus ambitieux de la discipline cherchant avant tout à publier, pour des raisons tant de prestige que de carrière, à l'étranger.[27]

Ce déficit en matière de capital symbolique est toutefois racheté par un poids institutionnel important dont certains rédacteurs ont tenté de tirer profit au cours de l'histoire de la revue: celle-ci est émaillée de nombreux coups bas ou règlements de compte, favorisés par l'absence de contrepoids au pouvoir de la rédaction. Outre ces quelques «dérapages», l'accaparement du titre par quelques individus a renforcé la désaffection ou les initiatives «dissidentes» de nombreux historiennes et historiens suisses qui en ont profité pour développer leurs propres stratégies de distinction. Dans le même temps, la revue reste d'une prudence extrême sur des questions aussi bien politiques que professionnelles: durant ces 50 ans, pas la moindre prise de position sur un enjeu politique d'actualité, aucun véritable engagement sur le statut de la discipline que ce soit dans l'enseignement secondaire ou au sein du champ plus large des sciences humaines, peu de réflexions sur des questions déontologiques cruciales comme le révisionnisme ou encore l'accès aux archives. A cet égard, on ne peut que souhaiter que la revue, à l'image du

chantier ouvert par la Société suisse d'histoire, accélère encore la mue entamée depuis la fin des années 1990: celle-ci passe sans doute par la constitution d'un *referee bord* et une meilleure prise en compte de l'actualité et de la réalité concrète des enseignants et chercheurs d'aujourd'hui. Si cet article permettait également d'ouvrir ce débat, il n'aurait pas été totalement inutile.

Notes

1 Cet article, qui devait s'intégrer dans un volume de *Tables* de la *Revue suisse d'histoire* dont la sortie a été différée, a été rédigé en 2002. Je tiens à remercier ici Hans Ulrich Jost, Guy Marchal, Malik Mazbouri, Bertrand Müller et Sacha Zala pour leur relecture attentive et leurs suggestions.

2 Intitulé «Discourses on Society. Roads to the Future of the Social Sciences in Switzerland», cette recherche a été dirigée par les Profs. Claudia Honegger et Hans Ulrich Jost (Universités de Berne et Lausanne) dans le cadre du programme prioritaire Demain la Suisse (2000–2003).

3 Chronologiquement, il s'agit des *Archives de l'histoire suisse* (1843–1875), une mensuelle *Historische Zeitung* (1853/54), l'*Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses* (1855–1869), l'*Indicateur d'histoire suisse* (1870–1920), et parallèlement le *Jahrbuch für schweizerische Geschichte* (1876–1920).

4 Charles Gilliard, *«La Société Générale Suisse d'Histoire», Hundert Jahre Allg. Geschichtforschende Gesellschaft der Schweiz 1841–1941,* Bern 1941.

5 Dans un mémo d'août 1972, il est précisé que «les rédacteurs peuvent demander l'avis du Conseil, ce qui veut dire qu'ils sont totalement libres dans la rédaction». Archives fédérales (AF), J 2.127 (-) 1988/205, vol. 2.

6 L'apport d'une telle démarche a été démontré par la thèse de Bertrand Müller, *Lucien Febvre, lecteur et critique,* Paris 2003.

7 Alain Corbin, «La Revue historique. Analyse de contenu d'une publication rivale des Annales», in C.-O. Carbonnel, G. Livet (éd.), *Au berceau des Annales, Actes du colloque de Strasbourg (11–13. 10. 1979),* Toulouse 1983, 105–137; H. L. Wesseling, «The Annales School and the Writing of Contemporary History», *Review* I, 3/4 (1978), 185–194; Raphael Lutz, «Anstelle eines ‹Editorials›. Nationalzentrierte Sozialgeschichte in programmatischer Absicht. Die Zeitschrift *Geschichte und Gesellschaft* in den ersten 25 Jahren ihres Bestehens», *Geschichte und Gesellschaft* 25 (1999), 5–37; voir aussi Charles-Oliver Carbonnel, «L'analyse de contenu d'une revue historique: l'analyse quantitative», *Storia della storiografia* 3 (1983), 96–107.

8 Sur le plan académique, la première femme à occuper une chaire d'histoire en Suisse est Anne-Marie Piuz, professeure extraordinaire (1969–1971), puis professeure ordinaire (1971–1986) à la Faculté de Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève. C'est cette même Université qui offre depuis 1974, dans le cadre de la licence en sciences de l'éducation, le premier enseignement en Suisse de women's studies. Voir sur ces aspects les essais d'ego-histoire d'Anne-Marie Piuz, Martine Chaponnière, *Ego-histoires. Ecrire l'histoire en Suisse romande,* Neuchâtel 2003, 401–418, 183–198.

9 D'aucuns expliqueront cette évolution par la création de supports alternatifs comme par exemple les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* dont l'origine remonte à 1984. L'argument ne me semble toutefois pas pertinent dans la mesure où la revue est essentiellement romande et que les spécialistes alémaniques de l'histoire du mouvement ouvrier sont soit absents de la *RSH* (Bernard Degen, Karl Lang), soit présents mais sur d'autres thématiques (Andreas Balthasar, Willi Gautschi, Rudolf Jaun, Brigitte Studer, Jakob Tanner).

10 Sur Ammann, voir Christian Simon, «Hektor Ammann – Neutralität, Germanophilie und

Geschichte», in Aram Mattioli (Hg.), *Intellektuelle von rechts. Ideologie und Politik in der Schweiz 1918–1939,* Zurich 1995, 29–53.

11 Voir dossier «Zürcher Krise», AF, J 2.127 (-) -/1, vol. 37.

12 Dans une lettre à Paul Roth du 18 mai 1951, Hans von Greyerz déplore cette prise de position qui contrevient à la décision arrêtée au sein du Conseil: il avait été en effet décidé de ne pas porter cette affaire sur la place publique mais de rédiger une lettre à l'attention de Pro Helvetia afin d'attirer l'attention, par l'exemple de cette nomination, sur les problèmes de la relève académique suisse.

13 La *NZZ,* qui devait publier le discours dans ses colonnes, avait pu prendre connaissance, de manière anticipée, du contenu de l'intervention et alerter aussitôt le Département afin qu'il invite Beck à renoncer à cette partie de son exposé.

14 Un droit de réponse sera signé peu après par Bessler, von Greyerz, Gruner, Im Hof et Walder, *NZZ,* 23. 8. 1952.

15 Procès-verbal de la 184e séance du Conseil de la SGSH, 16. 1. 1960; AF, J 2.127 (-) -/1, vol. 43.

16 Sur le rôle joué par Leonhard Haas pour entraver certaines recherches sur des sujets «sensibles», voir Sacha Zala, *Geschichte unter der Schere politischer Zensur. Amtliche Aktensammlungen im internationalen Vergleich,* Munich 2001.

17 Sur cette question, Zala (voir note 16).

18 En mars 1973, le président de la SGSH, Louis-Edouard Roulet, adresse aux membres du Conseil la lettre suivante: «[…] Un membre du Conseil m'a écrit pour me faire savoir que vraisemblablement le Conseil Fédéral allait confier à M. Edgar Bonjour la publication de documents concernant la Seconde Guerre Mondiale. Faisant sienne l'opinion d'autres historiens, il est d'avis qu'une mission de cette importance ne devrait pas être confiée à un seul homme et qu'il appartiendrait à la Société générale suisse d'histoire d'obtenir la nomination d'une commission d'édition dont feraient partie les spécialistes de cette période. Je ne vous cacherai pas qu'une telle intervention me paraît délicate pour deux raisons, d'abord parce que le professeur EB est un de mes anciens maîtres auquel me lient des sentiments de reconnaissance et d'estime et parce que je ne voudrais d'aucune manière engager notre société dans des rivalités personnelles, des querelles d'écoles ou des confrontations politiques.» En dépit des réserves exprimées par de nombreux membres du Conseil à l'égard du travail de Bonjour, aucune prise de position ne débordera du cadre privé. AF, J 2.127 (-) 1988/205, vol. 2.

19 Parmi ses objectifs d'alors figurent l'organisation de journées d'études régulières, un projet de publication de documents d'histoire économique suisse, un projet de mise en œuvre des sources statistiques suisses ainsi que la conservation et protection des archives d'entreprises.

20 Sur la genèse des *DDS,* voir Antoine Fleury, «Les Documents Diplomatiques Suisses. Histoire d'une publication majeure des historiens suisses», in *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven. 1991,* Bâle 1992, 397–409.

21 Voir la préface à la réédition de 1984 rédigée par Jürg Frischknecht, Ueli Haldimann, Peter Niggli, *Die unheimlichen Patrioten,* Zurich 1984 (1979).

22 Une autre affaire agitera le monde des historien(ne)s suisses en 1986 avec le «cas Frick». Les descendants de l'avocat zurichois Wilhelm Frick intentèrent un procès à l'historien bernois Walter Hofer qui avait évoqué l'attitude ambiguë de cet officier supérieur en 1940. Condamné dans un premier temps par un tribunal zurichois, Hofer recevra le soutien de 74 historiens suisses qui dénonceront publiquement les travers d'une jurisprudence qui accorderait aux descendants Frick, sous couvert de protection de la personnalité, ce que la personne incriminée n'a jamais réclamé de son vivant. Attaqués à leur tour par les descendants de Frick pour l'avoir présenté comme «extrémiste de droite bien connu», les 74 historiens seront acquittés en 1990 par le tribunal cantonal de Zurich.

23 Le même constat est valable pour le chapitre de Guy Marchal sur les origines de la Confédération, violemment attaqué dans différents milieux de par sa remise en question de l'approche mythique traditionnelle, et totalement passé sous silence au sein de la revue.

24 Guy P. Marchal, «Schweizerische Gesellschaft für Geschichte …», *RSH* 3 (2001), 259.
25 Le constat doit certainement être relativisé. En effet, le compte rendu, plus que grinçant, que François Walter consacre aux trois premiers numéros de *traverse* relève plutôt de la remise à l'ordre, voire de la remise au pas, que d'une démarche critique. *RSH* 1 (1996), 139–142.
26 On peut signaler dans cette perspective les passes d'armes entre Peter Hug et Philippe Marguerat (1998/4), les critiques de Michel Fior à la Commission Bergier (1999/2) ainsi que le débat suscité par l'ouvrage de Hans Ulrich Jost, *Le salaire des neutres* (1999/2).
27 Une enquête quelque peu systématique sur la présence des historiennes et historiens suisses dans les grandes revues scientifiques européennes et américaines serait dans cette perspective particulièrement enrichissante.